

[Vers le Grexit ? 1/3] - Grèce : l'impasse économique

 l-arene-nue.blogspot.fr/2017/03/vers-le-grexit-13-grece-limpasse.html



Olivier Delorme est écrivain et historien. Passionné par la Grèce, il est l'auteur de [La Grèce et les Balkans: du Ve siècle à nos jours](#) (en Folio Gallimard, 2013, trois tomes), qui fait aujourd'hui référence. [Alors que la crise grecque semble sur le point de refaire surface](#) en raison de la mésentente entre les différents créanciers du pays, et que l'idée d'un « Grexit » est récemment devenue, pour la toute première fois, [majoritaire dans un sondage grec](#), Olivier Delorme a accepté de revenir pour L'arène nue sur la situation de la Grèce.

Cette analyse est en trois parties et traitera successivement de l'impasse économique, de l'impasse géopolitique et de l'impasse politique dans lesquelles se trouve Athènes. Ci-dessous, le premier volet.

Aujourd'hui, la Grèce se trouve dans une triple impasse. La première est économique : depuis 2009, elle a connu plus de dix plans de rigueur assortis de coupes budgétaires, de mesures de démantèlement du droit du travail, de centaines de réformes dites structurelles (notamment lors de l'imposition à ses gouvernements des trois mémorandums de 2010, 2012 et 2015), des baisses de salaires et de pensions ainsi que des dizaines de hausses ou créations d'impôts. Car depuis sept ans, la Grèce s'est vu imposer par l'UE et le FMI [un véritable délire fiscal dont la dernière manifestation consiste à taxer les contribuables sur la différence entre la montant minimal que, eu égard à leurs revenus, ils « doivent » avoir réglé par carte bancaire et le montant dont ils peuvent justifier qu'ils l'ont dépensé, si le second est inférieur au premier](#) – mesure destinée, en réalité, à réduire la circulation d'argent liquide et à faire passer toutes les transactions par les banques.

Cette politique déflationniste, d'une violence inconnue en Europe depuis les années 1930 (où elle a amené Hitler au pouvoir en Allemagne), a étouffé la consommation intérieure, provoqué des milliers de faillites et l'évaporation d'au moins le quart (sans doute autour du tiers, nonobstant les habillages statistiques) de la richesse nationale. Elle a fait plonger le tiers de la population sous le seuil de pauvreté et gravement précarisé un autre tiers désormais lui aussi menacé de basculer ; elle a en grande partie liquidé les classes moyennes – fondement sociologique de la démocratie – et creusé les inégalités dans un pays qui était déjà, avant 2009, l'un des plus inégalitaires d'Europe.

Cette politique a mis les salariés dans l'entière dépendance d'employeurs qui payent les salaires de plus en plus irrégulièrement – quand ils peuvent ou quand ils veulent. Elle a jeté plus du quart de la population active (sans doute autour du tiers, nonobstant les habillages statistiques), et plus de la moitié des jeunes, dans le chômage dont l'indemnisation est quasiment inexistante. Elle a liquidé l'État social qui, du fait des circonstances particulières à la Grèce après 1945 (guerre civile, régimes autoritaire puis dictatorial sous protection américaine), ne fut construit qu'après 1974 et était déjà l'un des moins généreux d'Europe.

Cette politique déflationniste, motivée par la résorption de la dette, a également provoqué l'explosion de celle-ci – de 120 % à 180 % du PIB. Pire, elle menace la vie de nombreux Grecs. La fermeture d'hôpitaux publics, de

blocs opératoires, de lits met les établissements qui demeurent hors d'état de remplir leur mission, la réduction des dotations conduisant certains à ne plus pouvoir fournir les médicaments aux malades, à assurer l'hygiène élémentaire, la blanchisserie ou la restauration. Des patients cancéreux ont parfois été renvoyés chez eux sans avoir pu recevoir une chimiothérapie programmée à l'avance. Des laboratoires pharmaceutiques occidentaux ont suspendu leurs livraisons faute d'être assurés de la solvabilité de leurs clients grecs.

Dans les îles, la hausse des tarifs des transports maritimes conduit de plus en plus les malades à différer le voyage jusqu'à un hôpital fonctionnant encore à peu près, si bien que nombre de pathologies sont prises en charge trop tard pour être efficacement soignées. Et un tiers des Grecs n'a plus, de toute façon, ni couverture sociale ni moyen de payer les soins. En 2014 déjà, le docteur Vichas, fondateur d'un des premiers dispensaires solidaires (celui d'Ellenikon dans la banlieue d'Athènes) qui se sont créés afin de pallier le défaut d'accès aux soins pour un nombre toujours croissant de Grecs, dénonçait par exemple les diabètes qui, en raison d'un défaut de traitement, entraînent de nouvelles cécités ou amputations. L'état des hôpitaux psychiatriques est alarmant, les handicapés ont souvent été réduits à la précarité par la baisse de leurs allocations, les programmes de prévention ou d'accompagnement des toxicomanes ont été liquidés, ou peu s'en faut, le taux de contamination par le VIH a augmenté de manière inquiétante, en même temps que diminuait le taux de vaccination des enfants.

L'insécurité énergétique ne cesse de croître – en milieu urbain, la plupart des immeubles collectifs, quand ils sont encore chauffés en hiver, ne le sont plus – au mieux – que deux heures le matin et deux autres le soir, l'augmentation des prix de l'électricité rend pour beaucoup impossible l'utilisation d'un chauffage d'appoint, et les installations de fortune utilisant le bois ajoutent la pollution aux risques d'incendie. L'insécurité alimentaire progresse elle aussi, notamment chez les retraités mais, à maints endroits, des enseignants ont aussi dû mettre en place des systèmes de solidarité destinés à ceux de leurs élèves qui ne peuvent plus faire trois repas par jour...

Alors que, avant la crise, la Grèce figurait déjà parmi les pays européens où l'investissement public dans l'éducation était le plus faible, les coupes budgétaires imposées par les créanciers ont entraîné la fermeture ou la privatisation d'une importante partie de l'enseignement supérieur – grave hypothèque sur l'avenir. Mais elles altèrent aussi le fonctionnement des niveaux primaire et secondaire. « Entre 2009 et aujourd'hui, le budget a diminué de 70 %. Nous n'avons même pas de quoi acheter les craies. Nous avons dû organiser une collecte sur la place centrale de la ville pour nous procurer les fournitures scolaires », [déclare au journal suisse Le Temps le directeur d'une école d'Éleusis](#), centre industriel à l'ouest d'Athènes dévasté par les politiques appliquées depuis 2010. De surcroît, le chômage de masse conduit à l'exode nombre des plus diplômés, dont le contribuable grec a payé la formation et dont la compétence va profiter aux États-Unis, au Canada, à l'Australie ou aux pays d'Europe occidentale vers lesquels s'exilent ces populations qui estiment ne plus avoir d'avenir en Grèce.

Parmi les conséquences multiples de ces politiques, il faut également citer les transferts de propriété. C'est le cas pour le patrimoine public et les infrastructures bradés à des prix sans rapport avec leur valeur réelle à des intérêts étrangers, allemands au premier chef, mais aussi français, italiens, chinois... C'est aussi le cas des propriétés privées, soit par le biais des lois imposées par les créanciers qui élargissent les conditions de saisie des biens immobiliers par les banques, soit que beaucoup de propriétaires ne pouvant plus faire face à l'accroissement indéfini de la charge fiscale, du fait de l'épuisement de leur épargne après sept ans de déflation, cherchent à se débarrasser de biens dont la valeur diminue à mesure que l'offre augmente. Dans tous les cas, ces transferts de propriété s'apparentent à un processus de spoliation des Grecs et de la nation dans son ensemble – une spoliation sur laquelle tout gouvernement soucieux de l'intérêt national devra revenir.

Enfin, de même que ces politiques justifiées par une dette excessive ont fait exploser celle-ci, le délire fiscal censé remédier à un rendement insuffisant de l'impôt n'a fait qu'encourager le développement de l'économie informelle. Lorsque les salaires ne suffisent plus pour vivre décemment, lorsque la survie des entreprises est menacée par un excès de taxes, lorsque l'État, déjà historiquement peu légitime en Grèce parce que, trop souvent, il s'est fait, comme aujourd'hui, le docile instrument d'un étranger dominant, est mis, par les politiques européennes, hors d'état de rendre les services qu'on attend de lui et pour lesquels on paye l'impôt, lorsque les politiques en question frappent les faibles et épargnent toujours les forts, il ne faut pas s'étonner que la société se défende avec les armes qui sont à sa disposition.

Avec une consommation intérieure asphyxiée et un euro qui continue à étouffer la production, l'économie grecque n'a pas la moindre chance de rebondir. Constamment démenties depuis sept ans, les prévisions de

reprise de l'UE, de l'OCDE ou du FMI pour 2017 sont évidemment insincères et motivées, comme les politiques imposées à la Grèce, par la seule idéologie qui les sous-tend.

L'insignifiante « croissance » de 2016 (autour de 0,4 %) n'indique qu'une stabilisation provisoire sur un niveau très bas, due essentiellement à la baisse du taux de change de l'euro (qui reste néanmoins dramatiquement surévalué pour les structures de l'économie grecque), à celle des prix de l'énergie et à la situation géopolitique qui, de l'Égypte à la Turquie ou à la Tunisie, a permis au tourisme grec de tirer son épingle du jeu. Pour autant, hors phénomènes conjoncturels, dans un environnement de pays à monnaies faibles, ce tourisme reste lui aussi gravement handicapé par l'euro, tandis que le développement du « modèle » *all inclusive* irrigue de moins en moins l'économie locale, à la fois parce que les infrastructures appartiennent souvent à des sociétés non grecques qui ne réinvestissent pas sur place leurs bénéfices, et parce que les salaires, dans l'hôtellerie, ne permettent plus de vivre décemment – quand ils sont encore payés régulièrement.

:

[Vers le Grexit ? 2/3] - Grèce : l'impasse géostratégique

l-arene-nue.blogspot.fr/2017/03/vers-le-grexit-23-grece-limpasse.html



Par sa géographie, la Grèce se situe à un carrefour entre les bassins occidental et oriental de la Méditerranée et entre celle-ci et les Balkans. En raison de cette situation, elle n'a cessé, depuis une indépendance (1830) chèrement acquise à la suite d'une longue et meurtrière guerre d'indépendance dont elle est sortie lourdement endettée, de voir sa souveraineté étroitement limitée par des ingérences étrangères – principalement de la part du Royaume-Uni dont les États-Unis prennent le relais en 1947, tandis que l'Allemagne fait subir à ce pays, de 1941 à 1944, l'une des occupations les plus meurtrières et les plus destructrices en Europe. Cette situation et cette histoire ont généré un rapport très particulier de la Grèce à l'Europe occidentale – à laquelle elle a fourni les fondements de sa civilisation. Les Grecs se veulent profondément européens, mais la Grèce a presque toujours été considérée par les Européens de l'Ouest non comme un partenaire mais comme un objet dont les intérêts fondamentaux n'ont pas à être pris en compte.

Par sa religion et son histoire, la Grèce entretient par ailleurs des rapports spéciaux avec une Russie qui, du XV^e siècle à 1917, s'est voulue à la fois dépositaire de l'héritage byzantin et protectrice des orthodoxes. Depuis l'indépendance de la Grèce, les intérêts géostratégiques de la Russie ont souvent convergé avec les siens, les Russes s'opposant à une puissance turque sur laquelle les Grecs conquièrent leur indépendance, qu'ils affrontent durant un siècle afin d'achever la construction de leur territoire national, et qui leur impose, depuis 1974, un défi stratégique permanent à Chypre comme en Égée.

Par deux fois, en 1976 et 1987, les différends sur la délimitation des eaux territoriales et de l'espace aérien égéens ainsi que sur les droits exclusifs d'exploitation du plateau continental ont failli conduire la Grèce et la Turquie – toutes deux membres de l'OTAN – à un conflit armé. Et en juin 1995, le Parlement turc a donné à son gouvernement une autorisation permanente de déclarer la guerre à la Grèce au cas où celle-ci étendrait ses eaux territoriales à 12 milles autour des îles habitées, en application de la Convention internationale sur le droit de la mer de Montego Bay (1982)... extension mise en œuvre par la Turquie en mer Noire et en Méditerranée. En 1975, les Premiers ministres grec et turc avaient bien convenu de recourir, concernant ces litiges, à l'arbitrage de la Cour de justice internationale. Mais sitôt de retour à Ankara, le chef du gouvernement turc, alors prisonnier de sa coalition avec l'extrême droite, s'était dédit. Si bien que la question reste pendante, les tensions entretenues par la Turquie ayant conduit les deux pays à geler, depuis 1988, toute prospection et toute mise en valeur d'un sous-sol égéen qui pourrait pourtant être, pour la Grèce, une source d'énergie et de richesses dont elle a le plus grand besoin.

Dans cette affaire pas plus que dans la question chypriote (aujourd'hui compliquée par la volonté de la Turquie

d'empêcher Chypre d'exploiter le gisement gazier découvert entre ses côtes et le littoral libano-israélien), la Grèce n'a jamais pu compter sur la moindre solidarité effective de la part de l'UE, laquelle a engagé (et poursuit) des négociations d'adhésion avec un État (la Turquie) qui occupe et colonise illégalement le tiers du territoire d'un de ses membres (Chypre), tout en niant les droits souverains d'un autre (la Grèce) – situation, en vérité, parfaitement ubuesque.

Pire, lorsque la Turquie engage, en 1996, une grave escalade autour des îlots grecs d'Imia dans le Dodécanèse, ni le Conseil européen, ni la Commission n'affirment la solidarité de l'Union, pourtant élémentaire, avec celui de ses membres qui se trouve agressé. Seul le Parlement vote alors une résolution – sans effet pratique – dénonçant la « dangereuse violation (...) des droits souverains de la Grèce ». Et c'est finalement au président américain qu'il reviendra de conduire la médiation qui aboutira au rétablissement du statu quo, avant un regain de tension autour des mêmes îlots en 2005. De même, la menace de frappes turques pour empêcher le déploiement par Chypre, en 1997, de 20 missiles S-300 achetés à la Russie, purement défensifs, ne suscitera-t-elle aucune solidarité de la part de l'UE. Et là encore c'est à une médiation américaine que l'on parviendra à une solution, les missiles étant « confiés » à la Grèce qui les déploie en Crète.

L'UE n'a pas davantage exigé que la Turquie renonce à sa doctrine dite des « zones grises » qui suppose, malgré les dispositions des traités dont elle est signataire, que plus de cent îlots dont le nom ne figure pas expressément dans ces traités ne soient plus considérés comme grecs. Quant au président Erdogan, il multiplie depuis la mi-2016 les déclarations aussi provocantes que potentiellement irrédentistes – évoquant les « frontières du cœur », celles du défunt Empire ottoman, ou affirmant que le traité de Lausanne qui fixa les frontières réelles de la nouvelle Turquie en 1923 est désormais caduc – des déclarations à l'évidence incompatibles avec les principes de l'UE... sans que celle-ci manifeste pour autant la moindre émotion.

Elle ne s'émeut pas davantage de la dangereuse multiplication des incidents depuis six mois : survols répétés d'îles grecques habitées ou non dans l'est égéen, violations des eaux territoriales, nouvelles provocations autour d'Imia depuis plusieurs semaines. Alors même que la Grèce s'inquiète de tractations entre Ankara et Tirana qui pourraient aboutir au déploiement d'une partie de la flotte turque dans les ports albanais. Car il faudrait alors, pour la Grèce qui, depuis la fin des régimes communistes, considère qu'il n'y a plus de menace sur sa façade maritime occidentale, y ramener des forces qui affaibliraient d'autant la défense de l'Égée.

En réalité, même si les Grecs ont toujours voulu croire que l'appartenance à l'UE constituait une assurance de sécurité face à la Turquie, il n'en a jamais rien été. Et il n'en est rien aujourd'hui. Ce qu'a encore confirmé la crise des migrants de 2015, dans laquelle les Grecs se sont retrouvés seuls face à un flot migratoire manipulé par le pouvoir turc. Car nonobstant les promesses, l'aide européenne n'est jamais arrivée que de manière dérisoire, tandis que les déclarations de la chancelière allemande jouaient comme une pompe aspirante, puis que la fermeture des frontières dans les Balkans, bientôt patronnée par l'Autriche, transformait la Grèce en nasse. Enfin, cédant au chantage d'Erdogan, [la chancelière Merkel « négociait »](#) l'arrosage d'un régime islamiste en pleine dérive autoritaire, expert en détournement de fonds vers les poches du clan Erdogan et du parti à sa dévotion : trois puis six milliards d'euros (en sus des subsides que l'UE a déversés sur ce pays au titre de la réalisation de l'union douanière) dans le même temps où, de l'autre main, l'UE continuait à étrangler la Grèce.

En fait, l'UE n'a jamais exercé la moindre pression sérieuse sur la Turquie pour qu'elle mette un terme à la tension permanente qui contraint la Grèce, dont la population est 6,5 fois moins importante que celle de son menaçant voisin (elle le sera 8 fois moins à l'horizon 2050), à fournir un effort de défense disproportionné par rapport à ses ressources (l'armée grecque est 3,5 fois moins importante que la turque, son budget est toujours, en pourcentage du PIB, le deuxième de l'OTAN après celui des États-Unis). Or cet effort a participé au premier chef à la « construction de la dette » comme à la corruption de la classe politique, dont les marchés d'armement ont été le moteur essentiel, dont le contribuable grec a supporté le coût et dont les industries de défense allemande et française figurent parmi les principaux bénéficiaires puisque la Grèce est régulièrement leur deuxième et troisième clients.

Face à une Turquie qui ne craint plus d'affirmer ses ambitions néo-ottomanes, voire son révisionnisme en matière de frontières, la Grèce se trouve donc à la fois affaiblie par les politiques que lui ont imposées l'UE et sans soutien effectif de la part de celle-ci, y compris dans la défense de ses intérêts fondamentaux. Au contraire, la politique de l'UE à l'égard de la Russie l'éloigne d'une puissance qui est son allié naturel dans le contexte géopolitique régional. De sorte que le gouvernement Tsipras a d'abord tenté de s'opposer à une perpétuation des sanctions contre la Russie, à l'évidence contraire aux intérêts grecs. Avant de capituler sur cette question-là

comme sur les autres – au risque de faire les frais d'un véritable rapprochement russo-turc.

Pourtant [la Russie](#) est désormais non seulement le pays d'origine d'un des principaux contingents de touristes fréquentant la Grèce, et un débouché essentiel pour son agriculture, qui, au pire moment pour le pays, a pâti des sanctions européennes, mais elle est aussi un partenaire potentiel précieux pour le relèvement économique notamment à cause du projet de gazoduc contournant l'Ukraine par le sud, qui pourrait permettre à la Grèce d'encaisser des droits, tout en obtenant des fournitures de gaz à un prix inférieur aux cours mondiaux, importantes pour un pays dont les ressources en énergies fossiles se limitent pour l'essentiel à quelques gisements de lignite.

[Vers le Grexit ? 3/3] - Grèce : l'impasse politique

 l-arene-nue.blogspot.fr/2017/04/vers-le-grexit-33-grece-limpasse.html

La troisième impasse dans laquelle se trouve la Grèce est politique. Après que Syriza eut perdu de peu les élections législatives de juin 2012, ses responsables jugèrent que, l'accession au pouvoir devenant probable, il convenait de renoncer à un programme radical au profit d'une approche qu'ils pensaient (ou feignirent de penser) acceptable par l'UE. L'aggiornamento s'opéra donc au profit d'un réformisme néokeynésien, en vérité très modéré, appuyé sur l'idée que les partenaires européens comprendraient que, pour que la question de la dette trouve une solution pérenne et raisonnable, le pays devait sortir de la spirale déflationniste résultant des politiques imposées par le FMI et l'UE depuis 2009-2010. Syriza faisait du même coup l'impasse sur le fait qu'il était fort peu probable que les gouvernements allemand et européens (conservateurs ou prétendument socialistes, mais tous acquis aux dogmes néolibéraux) fassent à un gouvernement de gauche qui s'affichait radicale (bien qu'il ne le fût déjà plus vraiment) un cadeau qu'ils avaient refusé à son prédécesseur conservateur, envoyant celui-ci à l'abattoir électoral alors même qu'il était leur allié idéologique.

Ce que Syriza n'a pas voulu comprendre (ou qu'elle a feint de ne pas comprendre), c'est la nature profondément idéologique de ce qu'il est convenu d'appeler la « construction européenne » dès l'origine, mais de manière bien plus brutale depuis la décennie 1986-1995 (Acte unique européen, traité de Maastricht, création de l'Organisation mondiale du commerce). Ce que Syriza, comme l'ensemble des partis socio-démocrates, feint d'ignorer, c'est que la moindre politique de gauche – fût-elle extrêmement modérée – est désormais impensable dans ce cadre. Et que ce cadre-là a précisément été conçu pour servir à cela. Qu'il est donc irréformable.

Avant comme après la victoire électorale de 2015, j'ai écrit et dit que si les dirigeants de Syriza pensaient ce qu'ils proclamaient, ils iraient dans le mur. Car la position de l'UE n'était pas rationnelle (ce qu'a confirmé l'ex-ministre des Finances Varoufakis [dans ses témoignages sur les « négociations » de l'Eurogroupe](#)) mais bien idéologique. Dès lors, le discours de Syriza n'était justifiable que dans la mesure où il permettait d'accéder au pouvoir, dans un pays où la peur des conséquences d'une sortie de l'euro était encore forte, puis de faire la démonstration devant le peuple qu'aucune solution raisonnable n'étant acceptable dans la logique qui sous-tend l'euro, la question qu'il reviendrait à ce peuple de trancher était de savoir s'il préférerait rester dans l'euro, ce qui supposait la poursuite des mêmes politiques, ou changer de politique, ce qui supposait de sortir de l'euro. Et nous fûmes un certain nombre à croire, lors de l'annonce du référendum de juillet 2015, que c'était bien la stratégie du gouvernement – jusqu'à ce que celui-ci trahisse, presque immédiatement, le mandat qu'il avait sollicité et reçu.

Je n'avais pas envisagé la troisième solution quant à l'explication du discours de Syriza : qu'il était le paravent, au niveau du petit groupe de dirigeants, ou d'une partie de celui-ci, d'un opportunisme dont le but était d'occuper la place d'un système politique failli et effondré – celui de la Nouvelle démocratie (ND, droite) et du Parti socialiste panhellénique (PASOK) qui avaient alterné au gouvernement depuis le rétablissement de la démocratie en 1974 –, puis de se maintenir au pouvoir à n'importe quel prix.

Combien de mesures exactement contraires aux convictions affichées de Syriza ont été ratifiées par le deuxième gouvernement Tsipras ? Une capitulation n'est jamais que l'acte initial d'une série sans fin de capitulations. Jusqu'à l'automne 2016, celles-ci ont été justifiées par la perspective d'obtenir, en échange, un allègement de la dette – perspective fallacieuse, puisque le refus allemand d'une telle opération est tout autant idéologique que le refus de tout « accommodement raisonnable » en 2015 – idéologique et électoral, car dans une situation où elle se trouve concurrencée sur sa droite par l'AfD, la chancelière Merkel ne peut consentir la moindre concession à la Grèce.

Comme il était prévisible, la négociation sur la dette n'a donc abouti qu'à des mesures symboliques, en aucun cas susceptibles de permettre un rebond de l'économie grecque. Ces mesures ont d'ailleurs été suspendues par l'UE aussitôt que Tsipras a annoncé, en décembre 2016, [quelques « cadeaux de fin d'année » pour les plus pauvres, pourtant eux aussi symboliques](#), manifestant ainsi que la Grèce était en réalité devenue – comme on disait au XIXe siècle pour des États formellement indépendants mais tenus dans une étroite dépendance par leurs créanciers d'Europe occidentale – une « colonie sans drapeau ».

Dans ces conditions, les discussions de ces dernières semaines ne pouvaient qu'aboutir au résultat auquel elles ont abouti. On sait depuis longtemps déjà que le FMI n'aurait pas dû participer aux plans indûment nommés « plans d'aide », puisqu'ils ne font que maintenir la Grèce dans un état de dépendance et aggravent la situation des Grecs. Pour le faire, le Fonds a en effet enfreint ses propres règles, en même temps qu'il a ignoré les analyses produites en son sein prouvant que les effets récessifs des politiques imposées à la Grèce avaient été massivement sous-évalués, puis que les politiques appliquées ne pouvaient qu'échouer sans une véritable restructuration de la dette permettant sa soutenabilité – une restructuration à laquelle se refuse le gouvernement allemand. Et il semble bien que, au nom des convenances électorales de Mme Merkel, le FMI soit une fois de plus en passe d'accepter ce qu'il devrait refuser au regard de ses propres principes, l'absence de restructuration le conduisant, une fois de plus et de manière absurde, à exiger davantage de mesures récessives dont on sait qu'elles ne feront qu'aggraver encore et toujours la situation.

La course à l'abîme et aux « réformes » structurelles, à la baisse des pensions (alors qu'en raison du chômage de masse, des familles entières n'ont plus que la pension de l'aïeul comme seul revenu régulier) et à la liquidation de ce qui reste d'État social aussi bien que de patrimoine national va donc se poursuivre. À la Vouli (le Parlement), le Premier ministre Tsipras a présenté cette nouvelle capitulation comme un « compromis honorable » consistant à aller « au-delà de l'austérité », à « en finir avec les plans d'aide » et à « faire sortir le pays de la crise ». Alors qu'il s'agit juste du contraire : cette inversion de la parole politique posant la question désormais centrale en Grèce : celle de la démocratie.

Déjà, l'adoption des trois mémorandums avait constitué une négation du droit d'amendement des députés et des prérogatives du Parlement, fondements de la démocratie représentative qui figurent parmi les principes dont se réclame l'UE. Puis, au lendemain de la victoire électorale de Syriza en janvier 2015, Jean-Claude Juncker affirma qu'il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens. Aujourd'hui, le même président de la Commission répond par lettre à deux députés grecs au Parlement européen – qui arguaient des principes mêmes de l'UE pour demander le rétablissement des conventions collectives abolies par les mémorandums – que « les mesures convenues dans le cadre d'un programme d'ajustement n'ont pas nécessairement à se conformer à l'acquis européen » et que « lorsque des mesures nationales sont convenues dans le cadre d'un programme d'ajustement, la Grèce ne met pas en œuvre la législation européenne et, par conséquent, [la Charte des droits fondamentaux de l'UE ne s'applique pas comme telle dans les mesures grecques](#) ». Autrement dit, l'UE est habilitée, en Grèce, à violer les principes sur lesquels elle prétend se fonder.

Dans ces conditions que reste-t-il des droits fondamentaux, économiques et sociaux, proclamés et garantis par la Constitution du 9 juin 1975 ? Quelle est encore la crédibilité de Syriza, dont toute la campagne pour les élections de janvier 2015 fut axée sur la volonté de rendre sa dignité au peuple grec, Tsipras annonçant, le soir même de la victoire, que son gouvernement serait « chaque mot de la Constitution » ? Que subsiste-t-il, en Grèce, d'un État de droit que l'UE prétend ranger au nombre de ses principes fondateurs et qu'elle a vaporisé, en Grèce, depuis 2010 ? Quelle est encore la crédibilité des mécanismes démocratiques – vidés de sens et de contenu par l'UE – et la crédibilité de la parole des formations politiques ?

On sait que, après 2009, le PASOK qui, depuis les années 1980 réunissait autour de 40 % des suffrages, s'est effondré sous les 10 %, et que la ND, dont l'audience électorale était du même ordre est tombée à 18,85 % en mai 2012 pour se stabiliser entre 27,8 % et 29,7 % aux trois scrutins suivants (juin 2012, janvier puis septembre 2015). Alors que beaucoup de Grecs pensent que le gouvernement Tsipras est en sursis et que de nouvelles élections législatives se tiendront à plus ou moins brève échéance, les sondages donnent la ND et le PASOK à

des niveaux du même ordre (sous les 30 % pour la ND, autour de 6 % pour le PASOK). D'autant que la ND est désormais dirigée par Kyriakos Mitsotakis, rejeton d'une des familles les plus caricaturales du vieux système clientéliste, qui affiche sa grande proximité avec l'Allemagne afin d'accréditer l'idée qu'on lui concédera, à Berlin, ce qu'on a refusé à ses prédécesseurs, ce qui, vu l'état de l'opinion grecque et le fort ressentiment à l'égard de l'Allemagne, est à double tranchant. De surcroît, ce leader, à la popularité déjà bien faible pour un chef du principal parti d'opposition candidat au poste de Premier ministre, est périodiquement mis en cause pour son implication présumée dans le plus grand scandale de corruption qu'ait jamais connu la Grèce – celui des innombrables pots-de-vin versés par l'Allemand Siemens. C'est dire combien le discrédit frappant Syriza, qui a obtenu 16,8 % en juin 2012, 36,3 % en janvier 2015, 35,4 % en septembre et se retrouverait autour de 15 %, ne profite pas aux formations de l'ancien système.

Les sondages semblent indiquer aussi que disparaîtrait de la Vouli le parti centriste pro-européen Potami (Le Fleuve), dont la fonction, comme Ciudadanos en Espagne ou Macron en France aujourd'hui, est de fournir une « roue de secours » à des majorités épuisées, en se réclamant de la nouveauté et de la modernité. Il en irait de même de l'Union des centres, entrée à la Vouli en septembre 2015, ainsi que des Grecs indépendants, scission de la ND qui s'affichait souverainiste, mais qui, partenaire de coalition de Syriza, subit logiquement les conséquences du rejet de la politique du gouvernement.

Dans l'état actuel, seuls les néonazis d'Aube dorée (prétendument partisans d'une sortie de l'euro et de l'UE) et les communistes orthodoxes du KKE (favorables la sortie de l'euro et au « désengagement » de l'UE) semblent en position de tirer une partie des marrons du feu – les uns et les autres restant néanmoins en-dessous de 10 %. Enfin les différentes formations qui se trouvent à la gauche de Syriza – l'EPAM, qui défend depuis le plus longtemps une sortie de l'euro ; ANTARSYA, gauche anticapitaliste et libertaire ; Unité populaire, issue de l'aile gauche de Syriza, et Cap sur la liberté de l'ancienne présidente du Parlement, Zoé Konstantopoulou, qui ont quitté Syriza après la capitulation de juillet 2015 – admettent désormais tous, plus ou moins ouvertement, la nécessité, avant ou après une négociation, d'une sortie de l'euro, voire de l'UE. Mais ces partis sont pour l'heure incapables de présenter un front commun et aucun d'entre eux ne semble en mesure d'obtenir une représentation parlementaire.

Dans ce paysage politique ravagé, par les injonctions européennes et les reniements de Syriza, beaucoup de Grecs estiment que si des élections intervenaient, elles ne serviraient à rien. Elles seraient les septièmes depuis 2007, aucune assemblée n'étant depuis cette date allée au terme de son mandat : ce qui montre à quel point les politiques européennes ont rendu le pays ingouvernable.

Le score étriqué que les sondages accordent à la ND et au PASOK risque en outre de ne pas leur permettre de pouvoir reconduire une coalition qui a gouverné le pays entre 2011 et 2015 (il faut totaliser autour de 40 % des suffrages pour obtenir une majorité absolue à la Vouli). À moins que le véritable but de Tsipras ne soit aujourd'hui de revenir avec assez de députés pour être indispensable à une formule de « grande coalition » qui se généralise en Europe à mesure que le rejet, par les peuples, des politiques induites par l'appartenance à l'euro et à l'UE réduit l'audience électorale des anciens partis de gouvernement : si l'on ajoute aujourd'hui les scores donnés à ces trois partis qui ont gouverné la Grèce depuis 1974, on parvient à peine à 50 % du corps électoral ! Et quelle serait d'ailleurs la viabilité d'une telle combinaison, dès lors qu'il s'agira, de toute façon, de poursuivre la même politique sous la même tutelle ? Ne serait-ce pas, surtout, la meilleure façon de permettre l'ascension électorale d'Aube dorée ?

Quant à l'abstention qui a atteint 43,5 % en septembre 2015, dans un pays où le vote est obligatoire et où la participation tourna longtemps autour de 80 %, elle sera le meilleur baromètre du discrédit, non de tel ou tel parti, mais bien de la démocratie elle-même. Sur le terrain en tout cas, l'épuisement psychique et parfois physique, en même temps que le rejet de toute parole politique, est sensible chez beaucoup.

Les perspectives apparaissent dès lors bien sombres. L'échec de Syriza a en réalité tué, et sans doute pour longtemps, l'idée qu'une alternance soit autre chose qu'un leurre permettant de poursuivre une politique déterminée ailleurs et hors de tout contrôle démocratique. La contestation sociale ne s'est jamais éteinte. Mais

les niveaux de mobilisation sont loin des hautes eaux de 2010. Si les grèves et les manifestations sont permanentes, elles restent catégorielles, éclatées, elles ne coagulent pas (encore ?) en un mouvement populaire puissant capable d'emporter le régime comme ce fut le cas en Argentine, dans des conditions économiques et politiques assez comparables, en 2001 – depuis le début de la crise, remarquons que l'image d'un hélicoptère survolant le Parlement grec, en référence à celui qui exfiltra alors le président De la Rúa de la Casa Rosada, est un classique de l'iconographie des manifestants.

De même, l'armée a-t-elle été dépolitisée depuis le retour de la démocratie en 1974, alors que, depuis l'indépendance, elle était intervenue maintes fois dans la vie politique, qu'il s'agisse de « coups » d'extrême droite (le plus connu étant celui des Colonels en 1967) ou d'officiers modernisateurs (en 1909, le coup de Goudi inaugura une des périodes de modernisation et de démocratisation les plus intenses de l'histoire du pays). Peut-on pour autant exclure que, si Erdogan envenimait la situation en mer Égée – dans une stratégie de fuite en avant classique pour des régimes autoritaires en difficulté intérieure –, une partie de l'armée considère que les gouvernements successifs, qui ont accepté le carcan imposé par l'UE, ont mis en danger les intérêts supérieurs de la nation ? Il est certain, en tout cas, que la fragilisation de la démocratie par l'UE rouvre un champ des possibles qui semblaient ne plus l'être depuis longtemps.

Un autre possible paraît d'ailleurs s'ouvrir avec l'arrivée au pouvoir du nouveau président américain et la dernière pseudo-négociation sur la poursuite de la participation du FMI au processus de mise en tutelle de la Grèce appelé « plan d'aide », qui a donné l'occasion au ministre des Finances allemand Schäuble d'agiter une fois encore la menace d'un Grexit forcé. Sur la chaîne Bloomberg, [l'économiste Ted Malloch](#), pressenti par le président Trump pour représenter les États-Unis auprès de l'UE (où certains s'activent à empêcher cette nomination considérée hostile), a déclaré le 5 février dernier que la Grèce ne pouvait continuer à souffrir ainsi de stagnation, ajoutant : « je ne veux pas parler à la place des Grecs, cependant du point de vue d'un économiste, il y a de très fortes raisons pour la Grèce de quitter l'euro », ce qui devrait, selon lui, être assorti d'un plan d'accompagnement.

Venant peu après l'entretien accordé par le président Trump au Times (16 janvier) dans lequel ce dernier se prononçait en faveur de la conclusion rapide d'un accord commercial bilatéral avec le Royaume-Uni et d'une aide américaine aux pays qui choisiraient de quitter l'UE, la déclaration de Malloch a bien sûr été entendue à Athènes. Il faut rappeler ici combien une partie des « élites politiques » grecques, quelle que soit leur appartenance partisane – y compris des membres du groupe dirigeant de Syriza et de l'actuel gouvernement –, est intimement liée aux États-Unis où nombre d'hommes politiques grecs (qui parlent parfois mieux l'anglais que leur langue « maternelle ») ont été formés, où ils ont souvent accompli tout ou partie de leur vie professionnelle.

C'est dans cette perspective qu'il faut dès lors considérer ce que, [dans son précieux blog, l'historien et ethnologue Panagiotis Grigoriou](#), relevait récemment quant aux rumeurs de plus en plus insistantes d'un retour à la drachme – une drachme adossée au dollar. Pour l'observateur de la politique grecque, il ne serait pas très étonnant de voir une partie de ces élites, à la fois coincées dans l'impasse de l'euro allemand et habituées à être les courroies de transmission d'un étranger dominant, envisager de troquer une tutelle euro-allemande inflexible, et de plus en plus impopulaire, contre un retour à la tutelle américaine espérée moins contraignante, plus bienveillante – à un moment où, pour les États-Unis, l'importance géostratégique de la Grèce (et donc l'intérêt d'y être plus présents) pourrait être réévaluée alors que le régime islamo-autoritaire [d'Erdogan](#) devient de plus en plus imprévisible.

En Grèce en tout cas, la magie de l'euro semble désormais ne plus vraiment fonctionner : pour la première fois, [un sondage donne une majorité, et très nette](#) : 54,8 % (soit 29,6 % des électeurs de la ND et 66,2 % de ceux de Syriza lors des dernières élections législatives) sinon pour une sortie de l'euro par principe, du moins pour un rejet des nouvelles mesures exigées par les créanciers, même si cela doit conduire à une sortie de l'euro et un retour à la drachme, 32,2 % des personnes interrogées se prononçant pour l'acceptation et le maintien à tout prix dans l'euro.

Pour ceux qui, comme moi, pensent depuis le début de la « crise grecque » que l'euro en a été la cause

essentielle, la prise de conscience de l'opinion que semble traduire ce sondage est sans doute une raison d'espérer que le peuple grec trouve enfin une issue à la triple impasse actuelle. Il reste que le temps perdu ne se rattrape pas et que la sortie – de toute façon inéluctable – serait plus dure aujourd'hui qu'elle ne l'aurait été en 2010, 2012 ou 2015 parce que, tout au long de ces années sacrifiées, le potentiel productif – et donc de rebond – n'a cessé de fondre. Pour les mêmes raisons, cette sortie sera plus difficile demain qu'aujourd'hui ; elle le sera d'autant plus qu'elle sera imposée ou/et improvisée, au lieu d'être choisie, préparée et négociée.